

M. S., lousageur de voitures, et louait, pour quelques heures, un « buggy » attelé d'un poney. Après avoir donné la garantie d'usage, soit 20 francs, le prétendu M. S., sauta sur le siège et disparut avec l'attelage. Depuis on ne l'a plus revu.

NOUS NE SAURIONS PAS engager les dames à profiter des occasions offertes par la Grande Maison de Dreyfus, 33, Marché-aux-Poulets, dont la mise en vente annuelle de confections, robes et coupons, commencera le lundi 10 décembre prochain. Nombreuses occasions à tous les comptoirs. Choix incomparable de fourrures.

RETOURNEMENT DE 42.000 FRANCS. — M. Soudant, fondateur d'une société de secours mutuels, la *Propriété pour tous*, vient d'être arrêté à Paris.

Après de quarante-cinq ans, fort élegant, très répandu dans le monde de la finance, légèrement intrigant dans les milieux politiques, prêtant la main avec la plus courtoise facilité, il rêvait de devenir un de nos prochains honorables; M. Soudant, du reste, avait fait déjà ses preuves et fut candidat, parait-il, aux dernières élections législatives dans un arrondissement de Paris et même au conseil municipal. Sa situation était pour lui le moyen dont il voulait user pour parvenir à son but : obtenir la députation, les honneurs, les suffrages de ces concitoyens.

Il avait autrefois fait partie d'une société de prévoyance et avait eu la direction d'un des nombreux sectionnements de cette association, qu'il dut quitter pour quelques indélicatesses. Ne profitant pas de cette leçon, ses rêves viennent de s'écrouler; vendredi soir, M. de Cosnac, juge d'instruction, sur la plainte de son propre conseil d'administration, a fait arrêter ce philanthrope qui, voulant la propriété pour tous, avait commencé par se la donner à soi-même. On a constaté, dans la caisse confiée à ses soins, l'absence d'une somme de 42.000 francs. Il a été envoyé au Dépôt.

HOTEL METROPOLE. Dimanche 6 à 9 h., dîner-concert. L'AFFAIRE DREYFUS. — Le secret a été levé jeudi pour le capitaine Dreyfus. L'accusé a eu avec M. Demange une première entrevue.

L'officier a nié de la façon la plus formelle que la note portant indication des documents communiqués fût de sa main. On sait que la découverte de cette note servit de base à l'instruction.

D'autre part, on annonce, dès aujourd'hui, que l'autorité militaire prendrait les mesures pour que les débats aient lieu dans le plus strict huis clos; et cela malgré les protestations de la défense, qui réclame énergiquement la publicité des débats.

Il semble même que l'on ait l'intention de modifier en partie la procédure habituellement suivie devant les conseils de guerre, certains éléments de discussion devant être intentionnellement écartés du débat.

On peut se demander si ce sont là mesures justes et mesures habiles. Nombre de bons esprits pensent que dans cette affaire, plus que dans tout autre, les garanties offertes par la loi à la défense devraient être scrupuleusement sauvegardées. Il semble qu'il ne puisse y avoir de raisons assez puissantes pour refuser à l'opinion inquiète la satisfaction qu'elle réclame. On ne saurait attendre avec anxiété.

Ajoutons enfin que l'instruction a été abandonnée la recherche du mobile qui aurait poussé le capitaine Dreyfus à trahir. Le dossier constaterait même sur ce point l'innocence des efforts de l'instruction.

TUE A COUPS DE BATON. — Un vieillard de quatre-vingt ans, nommé Gleizal, habitant à Privas (France), n'ayant pas été aperçu par ses voisins depuis quelques jours, ceux-ci pénétrèrent chez lui pour voir s'il était malade.

Dans la cuisine, un horrible spectacle s'offrit à leur vue : le vieillard était étendu par terre, la tête fracassée; la mort devait remonter à plusieurs jours, car la face du malheureux Gleizal était moitié dévorée par les rats.

Le parquet, immédiatement prévenu, s'est transporté sur les lieux, accompagné d'un médecin. L'autopsie a démontré que le vieillard avait été assommé à coups de bâton et qu'il avait reçu en outre plusieurs coups de pied dans la poitrine.

Le vol a été le mobile du crime; on a trouvé en effet les armoires toutes grandes ouvertes, le linge qu'elles contenaient éparpillé dans les appartements.

De graves soupçons pèsent sur deux vagabonds que l'on avait vus rôder dans la journée de lundi autour de l'habitation de la victime.

UN TRAIN EN FEU. — Nombreuses victimes. Un train de marchandises a déraillé, le 30 novembre, près de Morsbach (Russie) et est tombé du talus du chemin de fer.

Vingt-trois wagons contenaient du pétrole et de l'alcool; un autre contenait des allumettes. Par suite de la violence du choc, le feu a pris aux débris du train.

Tous les employés de service, à l'exception du mécanicien, qu'on trouva hors de danger, ont péri dans les flammes.

M. ABRAHAM, le célèbre financier, a pris un refroidissement en sortant de la Bourse. Il craint bien de ne pas pouvoir célébrer, dans un mois, son soixante-troisième anniversaire de naissance et il se laisse aller à exprimer ses inquiétudes à son fils.

Rassure-toi, lui dit celui-ci, le Seigneur l'accordera encore de longues années; il te laissera vivre jusqu'à cent ans.

Mais M. Abraham, sceptique : — Voyons, si-tu, pourquoi me prendrais-tu au pair quand il peut m'avoir à 731...

J. NETTEVIE, carrossier, 16, rue de France, St-Gilles. A vendre camions et voitures neufs et d'occasion (1035)

## Secours aux Écoliers miséreux

### LA DISTRIBUTION DE VÊTEMENTS DU TACTURNE

Le cercle « Le Tacturne » distribue aujourd'hui dimanche aux cinq cent vingt-huit enfants — filles et garçons — les plus nécessiteux fréquentant les écoles communales de Saint-Gilles les costumes confortables qu'il a pu leur faire confectionner.

Ces vêtements ont été exposés pendant plusieurs jours au local de cette philanthropique société. Combien devrait inciter davantage encore à la charité une telle exhibition, le bel exemple donné par le Tacturne. Car l'énorme masse d'habitants que nous avons vu ne pourra pas venir hélas! qu'un cinquième des bambins et des fillettes dont le dénuement est lamentable! Dans une famille qui compte quatre ou cinq enfants allant en vêtements déchirés et ne les garantissant point contre le froid, les intempéries, deux pourront être vêtus par le Tacturne.

Le résultat obtenu par cette association d'hommes généreux est néanmoins très beau et très touchant, et il ne peut y avoir qu'une voix pour le constater. Le Tacturne a pu habilier en janvier dernier 400 enfants, il distribue aujourd'hui 628 costumes complets, dans un guéridon de jours il en donnera cent encore; voilà qui porte à plus d'un millier le nombre des enfants vêtus par ce cercle en treize mois.

Les ressources du Tacturne consistent en dons d'argent : souscriptions et collectes, dans le produit de fêtes, les feuilles d'étain et les bouchons à champagne. Ceux qui veulent seconder la bonne œuvre du Tacturne ont le choix de la contribution. Rappelons que cette association philanthropique est placée sous la présidence d'honneur de M. P. Hanrez.

LE DERNIER DES JARDINS D'ENFANTS distribuera, le 25 décembre, 353 costumes complets aux élèves nécessiteux des écoles gardiennes.

Les vêtements seront exposés au local du Cercle, rue de l'Amigo, 13, du dimanche 16 décembre au 23 décembre, tous les jours de 2 à 5 heures, ainsi que le mercredi et le vendredi 19 et 21 décembre, de 6 à 8 heures du soir.

Nous engageons vivement le public à visiter cette exposition.

## Chemin de fer de l'Etat

### RECRUTEMENT DU PERSONNEL TECHNIQUE

L'Administration nous transmet l'avis suivant :

I. — Dans le courant du mois de janvier prochain, il sera procédé à l'épreuve préalable imposée aux candidats à l'emploi de commis technique à l'Administration des chemins de fer de l'Etat (voir arrêté royal du 20 septembre 1893 et arrêtés ministériels du 30 septembre et du 21 octobre 1893).

II. — Des concours auront lieu dans le courant des mois d'avril et de mai 1895, pour la collation de 10 emplois de commis technique à conférer à concurrence de 5 au service desvoies et travaux et de 5 au service de la traction et du matériel.

III. — Pour être admis à prendre part au concours les candidats doivent :

1° Être belges ;

2° Être âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-neuf ans au plus à la date du 30 avril 1895 ;

3° Être d'une moralité irréprochable ;

4° Être exempts de toute infirmité, de tout défaut physique ou vice de constitution et n'avoir pas la taille inférieure à 1,65 ;

5° Avoir satisfait, s'il y a lieu, aux lois sur la milice ;

6° Avoir subi avec succès l'examen préalable prévu à l'article 4 de l'arrêté royal du 20 septembre 1893 (voir 31 du présent avis) ou se trouver dans les conditions déterminées à l'article 7 du dit arrêté (1).

IV. — Les demandes de participation à l'examen préalable doivent être adressées au Ministère des Chemins de fer, postes et télégraphes et parvenir dans les bureaux du département au plus tard le 20 décembre.

Elles doivent spécifier si les intéressés désirent que l'épreuve littéraire porte sur la langue française ou sur la langue flamande.

Toutefois, l'épreuve littéraire n'est pas imposée aux candidats dont la requête est accompagnée d'un certificat, homologué conformément aux articles 5 et 6 de la loi sur la collation des grades académiques et constatant qu'ils ont suivi avec fruit un cours d'humanités anciennes et modernes de six années au moins.

V. — Les demandes d'inscription pour les concours doivent parvenir au département au plus tard le 20 mars et indiquer :

1° Si les intéressés comptent prendre part aux deux concours (voies et travaux, — traction et matériel) ou à l'un des deux seulement, à spécifier ;

2° Sur quelle langue, flamande, allemande ou anglaise, ils désirent être interrogés en vue de l'épreuve spéciale mentionnée à l'article 8, dernier alinéa, de l'arrêté royal précité.

S'il y a lieu, les candidats joignent à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

VI. — Le traitement attribué pendant l'année d'essai, aux candidats reconnus admissibles, est fixé à 1.500 francs par an. A raison des fonctions de commis technique et pendant toute leur durée, ils touchent, en outre, un supplément de traitement annuel de 600 francs, indépendamment des indemnités du chef des déplacements nécessités pour l'accomplissement de leurs obligations de service.

Si l'un des candidats joint à leur demande leur diplôme attestant qu'ils satisfont à la condition inscrite à l'article 7, 2°.

rué Haute, 322; Guillaume Hornecks, rentier, 70 ans, rue de la Senne, 631; Pauline Troublay, 20 ans, rue du Marché-aux-Poulets, 10; 7 enfants au-dessous de sept ans.

SCHAEFFER. — Déclarations du 1<sup>er</sup> au 7 décembre.

— Naissance: Garçons, 13; filles, 4.

Mariages: De Craen, cultivateur, rue du Tilleul, et Van Obbergen, boulangère, à Schaerbeek; Peeters, plombier, rue Joseph, et Lecher, journalier, à Schaerbeek; Semal, bijoutier, à Molenbeek-Saint-Jean, et Van Luthout, gendarme, chausse de la Louvain; Van den Borgh, négociant, rue du Progrès, et Verloove, rue de Brabant; Verdict, mouleur en cuivre, rue de la Bois, et Gills, servante, rue des Ailes; Garon et Prin, acrobates, à Schaerbeek; Blyan, boulangier, à St-Gilles, et Devolf, rue Dagobert; Van den Broeck, cultivateur, rue du Four à Bruges; et Dignot, servante, rue de la Bruyère; Delaen, sculpteur, rue Albert de Latour, et Rozet, rue de Robiano; Pardeon, employé au chemin de fer, à Tournai, et Vandervorst, chausse de la Louvain; Nihoul, propriétaire, rue Vande Weyer, et Sיעוועגן, à Bruxelles.

Décès: Ephrem-Léon-Joseph Cuisser, employé au chemin de fer, 32 ans, rue M. au; Jean-Louis Notkams, md. de vin, 33 ans, rue Rogier; épouse Notkams, cultivatrice, 73 ans, chausse d'Illmet; Jean-Jacques Wouts, rentier, 75 ans, rue de Robiano; veuve Van Bek, 73 ans, avenue de la Reine; épouse Declercq, employée au chemin de fer, 35 ans, rue Masul.

7 enfants au-dessous de sept ans.

## LES SPECTACLES

### Dimanche